

Unité Inter départementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint-
Barthélémy BP8014
49183 Saint-Barthélémy-d'Anjou

Nantes, le 11 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



APROCHIM SA

ZI La Promenade
BP 13
53290 GREZ EN BOUERE

Références : EC-2022-384-INSP-APROCHIM-Grez en Bouère-RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 20/07/2022 dans l'établissement APROCHIM SA implanté ZI La Promenade BP 13 53290 GREZ EN BOUERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APROCHIM SA
- ZI La Promenade BP 13 53290 GREZ EN BOUERE
- Code AIOT dans GUN : 0006301051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société Aprochim exploite des installations de traitement de déchets contaminés aux PCB

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Prévention des émissions diffuses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
prévention des rejets diffus	AP Complémentaire du 27/10/2017, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée a mis en évidence la bonne fermeture des portes et ouvrants des halls de traitement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : prévention des rejets diffus

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, émissions diffuses
Prescription contrôlée : Pour limiter les émissions diffuses, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions organisationnelles. (...) la zone rouge est munie de dispositif d'aspiration maintenant en permanence en dépression les bâtiments de traitement des transformateurs au PCB.
Constats : Lors de la visite inopinée, il est constaté la bonne fermeture des portes et ouvrants malgré la chaleur extérieure (période caniculaire). Les horaires ont été adaptés. La visite ayant eu lieu en seconde partie d'après midi, il n'y avait plus d'activité dans les ateliers.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet